

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 21358 - 79ÈME ANNÉE

Conférence de presse d'EELV et des maires de Saint-Denis, Sainte-Suzanne, Saint-Benoît, Cilaos et de Le Port

Après les sénatoriales : poursuivre le rassemblement pour aller vers un projet réunionnais



Au lendemain de l'élection d'Audrey Bélim au Sénat, les cinq maires soutenant la liste Défendre La Réunion au Sénat et EELV ont tenu une conférence de presse pour tirer les enseignements du scrutin et évoquer les perspectives de cette élection. L'heure est à l'élargissement du rassemblement pour aller vers un projet réunionnais pour développer le pays. La conférence territoriale élargie peut être l'instance de dialogue qui permettra de construire ce projet.

Ce 24 septembre, Audrey Bélim, tête de liste de

Défendre La Réunion, est devenue la plus jeune représentante réunionnaise à la Haute assemblée. Sa liste de rassemblement était soutenue par le PCR, le PS, EELV, Ansanm, Banian et Cilaos. Hier 25 septembre à Saint-Denis, les cinq maires soutenant cette liste ainsi que EELV ont tenu une conférence de presse.

Maurice Gironcel, maire de Sainte-Suzanne (PCR) a salué une victoire du rassemblement autour d'un projet. Ceci a permis à la liste conduite par Audrey Bélim d'arriver en seconde position lors de ces sénatoriales. Pour le dirigeant communiste, la

question du projet est essentielle. La Conférence territoriale élargie est le moyen le plus adapté pour co-construire ce projet, a-t-il dit en substance. Lancée depuis 2018 par le PCR, cette conférence territoriale élargie est une idée qui rencontre un écho toujours plus important. Basée sur la Conférence territoriale de l'action publique, elle est élargie aux forces vives : syndicats, partis politiques et associations.

Dynamique de rassemblement

Pour Ericka Bareigts, maire de Saint-Denis (PS), « nous continuons à rassembler les Réunionnaises et les Réunionnais autour de notre projet commun pour l'avenir de La Réunion ». « Cette nouvelle plateforme, plus dynamique, plus large, c'est ce qu'attend la population, un vrai projet autour de vraies valeurs », a-t-elle dit en substance avant de saluer la « formidable campagne » d'Audrey Bélim.

« Tout au long de cette campagne nous avons su, avec notre plateforme, créer une dynamique et un véritable rassemblement autour de notre jeune candidate. Nous avons porté un projet, une méthode d'hyper proximité afin de rester en lien avec le territoire et les élus », dit en substance Patrick Selly, maire de Saint-Benoît et représentant de Banian.

Projet réunionnais

« Une nouvelle offre politique s'est constituée à l'occasion de ces sénatoriales », estime pour sa part Jacques Técher, maire de Cilaos.

Olivier Hoarau, maire du Port (Ansam), abonde dans le même sens : « la gauche prend deux mandats de sénateurs à la droite. Un nouveau dialogue politique s'installe aux plus hautes instances nationales. Il s'agit de se féliciter de notre victoire et de dire quels dossiers urgents nous confions à Audrey Bélim. Emploi, pouvoir d'achat, statut des élus. Nous sommes d'ores et déjà au travail », dit-il en substance.

Les élections sénatoriales sont maintenant terminées. Pour les maires soutenant la liste qui a permis l'élection d'Audrey Bélim, l'heure est maintenant à l'élargissement du rassemblement pour faire avancer la cause d'un projet réunionnais pour développer le pays.

M.M.

Elections sénatoriales : un "échec" pour Emmanuel Macron

La droite reste majoritaire, les communistes et écologistes remportent de nouveaux sièges

Les résultats des élections sénatoriales ont confirmé le 25 septembre la stabilité de la Chambre haute, dominée par la droite. Le chef du groupe LR Bruno Retailleau a dénoncé après cet examen indirect un « nouvel échec du président de la République » au Sénat.

Les résultats des élections sénatoriales ont confirmé le 25 septembre la stabilité de la Chambre haute, dominée par la droite et le centre. Les difficultés des membres du parti présidentiel se sont faites sentir, dans un scrutin marqué par le retour du Rassemblement national au Palais du Luxembourg, avec trois élus.

« Ce renouvellement sénatorial conforte la majorité sénatoriale de la droite et du centre », a déclaré

Gérard Larcher (LR), réélu à 74 ans pour un sixième mandat dans les Yvelines, avant une reconduction plus que probable à son poste de président du Sénat le 2 octobre. « Le Sénat continuera à être ce contre-pouvoir indispensable à la démocratie », a-t-il ajouté.

Les Républicains constatent toutefois une petite érosion et tablent sur un groupe d'environ 140 sénateurs, contre 145 auparavant. Le rééquilibrage est favorable au groupe allié de l'Union centriste d'Hervé Marseille, réélu dans les Hauts-de-Seine, qui espère "enrichir" ses troupes et « atteindre la soixantaine de membres ».

Le FLNKS bat une ministre

A huit mois des élections européennes, 170 des 348 sièges de sénateurs étaient à pourvoir pour six ans au scrutin indirect dans une quarantaine de départements. Le chef du groupe LR Bruno Retailleau a dénoncé un « nouvel échec du président de la République » au Sénat, en raison de la « déconnexion du macronisme avec le terrain ».

Les macronistes ont payé leur faible ancrage local. Ils ont ainsi enregistré une défaite emblématique, avec notamment la secrétaire d'État à la Citoyenneté Sonia Backès, seule ministre en lice, qui a été battue au second tour en Nouvelle-Calédonie par l'indépendantiste Robert Xowie.

Cette défaite pourrait conduire Sonia Backès à quitter le gouvernement, une règle jusqu'ici appliquée par le président de la République pour ses ministres aux législatives. Toutefois, ni l'Élysée ni Matignon n'ont répondu le 25 septembre à l'Agence France Presse à ce sujet.

L'ancienne ministre Brigitte Bourguignon, déjà défaite aux législatives 2022, a quant à elle été battue dans le Pas-de-Calais. Parmi ses cadres au Sénat, le groupe Renaissance a sauvé le siège de Xavier Iacovelli (Hauts-de-Seine), mais pas celui de Julien Bargeton à Paris ni d'Alain Richard (Val-d'Oise).

Les macronistes réunis au sein du groupe RDPI (24 élus) vont voir leur nombre diminuer, même si leur chef de file François Patriat a assuré que son groupe « finira à plus de 20 membres » malgré un scrutin où « tout le monde était contre (lui) ».

D'ailleurs Louis Vogel, élu en Seine-et-Marne, issu du parti Horizons d'Édouard Philippe a remporté une poignée d'élus supplémentaires amenés à siéger dans le groupe des Indépendants.

Victoires de l'union

Dans un hémicycle encore attaché au traditionnel clivage gauche-droite, reflet des élections municipales, le groupe socialiste (PS et apparentés) devrait rester la deuxième force du Sénat avec au moins 64 sénateurs

« Symboliquement, c'est important », a souligné le

chef de file socialiste — réélu dans le Nord — Patrick Kanner. Ce dernier est satisfait d'avoir signé « un accord gagnant-gagnant » avec les communistes et les écologistes dans une quinzaine de départements. « Je m'étais fixé, avec mes collègues communistes et verts, la barre des 100 sénateurs (de gauche), je crois qu'on va la tutoyer », a-t-il affirmé.

Dans la capitale, l'union de la gauche a fait trembler la droite et les macronistes, car ce rassemblement envoie au palais du Luxembourg huit des douze sénateurs parisiens, pendant que la droite divisée obtient quatre sièges. L'ancien candidat écologiste à la présidentielle Yannick Jadot fait ainsi son entrée au Sénat tout comme le communiste Ian Brossat.

Ce résultat marque « une victoire historique des écologistes à Paris », a lancé auprès de l'AFP Yannick Jadot, qui intègre un groupe vert légèrement renforcé, avec au moins 15 membres contre 12 avant le vote. Le groupe communiste va lui aussi légèrement progresser : il a annoncé compter 17 sénateurs contre 15 avant l'élection.

Cette alliance de gauche n'a pas plu à la France insoumise, écartée faute de disposer d'un maillage local suffisant pour garnir les rangs du Sénat. « Le refus de l'union autour de la Nupes aura coûté à la gauche près de 10 sièges », a dénoncé LFI dans un communiqué.

Enfin le Rassemblement national, absent au Sénat depuis le départ de Stéphane Ravier chez le parti d'Eric Zemmour, Reconquête, fait son retour. Le parti d'extrême droite a obtenu trois sièges : Christopher Szczurek dans le Pas-de-Calais, Joshua Hochart dans le Nord et Aymeric Durox en Seine-et-Marne.

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés
77e année

Directeurs de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ; 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

Rédaction

TÉL. : 0262 55 21 21 - E-mail : redaction@temoignages.re

SITE web : www.temoignages.re

Administration

TÉL. : 0262 55 21 21

Publicité : publicite@temoignages.re

CPPAP : 0916Y92433

Oté

Mayotte : Késtyon d'lo, lo préfè i pran lo pouvoir !

Mézami ni koné koméla, Mayotte lé bien annuiyé pou la késtyon d'lo. Si tèlman lo miniss l'outre-mèr la pran in domi-zourné dsi son tan préssyé pou alé règ problèm-la, trozour kan li la sorte La Rényon. Koman li la fé : li la désside fé pran sis-san-sinkante mil lite delo issi shé nou pou amenn Mayotte épi distribyé in bon kantité boutèye dolo pou bann demoune an frazilité é li la promète li lé pa loin, donkaler li tard ar pa ropass par la pou oir si son zord lé respékté.

Mi doute pa banna la respèk son zord : dolo dann boutèye plastik la pa sa k'i mank é mi doute pa inn-dé zinportatèr va nyabou fé zot bèr ladan ; pou lo sis-san-sinkante mil lite dolo mwin la anparl an-o la, si ni konte Mayotte laba néna par-la dè-san-sinkante mil pèrone, sa i fé dè lite édmi par moune. Zot v'alé loin avèk sa. Dopu tan-la i paré la fèrm bann kolèz pars lo lé pa bon pou boir é dann lopital i koné pa koman i sa fé. Pou la prizon lé pli sinp vi k'la désside anvoye bann prizonyé La Rényon... Pa toute, ziss lo tro plin d'moune.

Konm i di, sirman so kou issi, i fo in dézyèm opérasion Wambushu pou konbate so linsékirité izyénik l'ariv laba. Dézyèm lopérasion Wambushu ? La pa bézoin, Gouvèrnman fransé épi lo Préfè la trouv myé : sé lo Préfè va pran la késtyonn d'lo pou li réglé. Pou mwin sa i vé dir lo Préfè i pran lo pouvoir dsi la késtyonn d'lo : fassil pou prann, dir pou largué !

Tro bone idé ! Idé shok ! Avèk la déssantralizassion néna bann zinstitission lé konpétan pou sa épi Mayotte néna son sossyétyé d'lo laba. Antouléka ziska zordi mwin téi kroi mé si mi lir bien sak lé marké dsi mon téléphone (alé dsi Google) l'afèr lé pa si klèr k'sa. Antouléka klèr konm dolo bann maoré lé blizé boir, apré karant-uit zané dopu bann izirpatèr la déssid détash Mayotte avèk bannzil Komor.

Tro bone idé ! Mé si shak foi i romarke laba dann Mayotte néna konm in l'odèr d'pa kapab doublé avèk in parfin la koripssion, mi doute pa ké gouvèrnman La Franss avèk son siper-Préfè an dè tan, troi mouvman nora fine dépouye bann maoré dsi la késtyonn zot konpétanss. La déssantralizassion lé riskab rotrov ali an langouti !

A bon antandèr salu !

Justin